



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-20
Séance du 25 avril 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-cinq avril à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Frédérique Berard pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Sylvain Castellon pouvoir à M. Roger Caizergues, M. Philippe Lenoir pouvoir à M. François Petit, M. Joël Salgues pouvoir à M. Michel Perez

Absents excusés : M. Théo Briane, Mme Souhila Gouard, Mme Romane Palau, Mme Fanny Suau

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 12

Procurations : 4

Absents : 7

Votants : 16

Date de convocation et affichage

19 avril 2024

Objet : Définition des zones d'accélération des énergies renouvelables

M. le maire expose :

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (loi APER) vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. Ces dernières sont invitées à identifier des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable.

En application de l'article L141-5-3 du code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien, solaire thermique, photovoltaïque, géothermie, hydroélectricité, biomasse et le biogaz, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Elle permet également de faire remonter un potentiel permettant d'atteindre les objectifs énergétiques régionaux. En revanche, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas à un projet la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables.

Un projet pourra également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, la constitution d'un comité de projet sera obligatoire. Cette instance inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes limitrophes. Cette obligation de comité de projet n'est applicable qu'aux projets photovoltaïques d'une puissance installée supérieure ou égale au seuil de 2,5 MWh ainsi qu'aux projets éoliens, de biomasse, de méthanisation et de géothermie soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional seront suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune pourra délimiter des secteurs d'exclusion d'installations d'énergies renouvelables.

Après avoir consulté la Métropole de Montpellier, des cartes de zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal ont été élaborées et sont annexées à la présente délibération.

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 18 mars 2024 au 18 avril 2024 avec une mise à disposition des cartes sur la plateforme <https://participer.montpellier.fr/> et une possibilité d'émettre un avis par voie électronique.

Ces zones proposées concernent :

- Le solaire photovoltaïque en toiture
- Le solaire photovoltaïque sur parking

Entendu l'exposé de M. le maire, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Défini comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones figurant en annexe à la présente délibération ;
- Valide la transmission de la cartographie de ces zones à M. Guillaume Raymond secrétaire général adjoint de la préfecture de l'Hérault et référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables via la Métropole de Montpellier par délégation
- Autorise M. le maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 25 avril 2024.

Roger CAIZERGUES
Maire

Brigitte TORRANDELL
Secrétaire de séance